

Le Canada est l'un des quatre pays (avec les États-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni) que les étudiants de Hong Kong préfèrent choisir pour aller faire des études à l'étranger. En 1998, 2 100 étudiants de Hong Kong ont entrepris des études au Canada, ce qui a porté leur nombre total à plus de 10 000. Les écoles secondaires et les universités constituent les principaux débouchés pour les établissements canadiens. Il pourrait exister d'autres possibilités, notamment dans le cadre des cours d'anglais offerts l'été, du téléapprentissage, de la formation des enseignants et des programmes de courte durée portant sur la formation professionnelle. En général, les détenteurs d'un passeport de la RAS de Hong Kong n'éprouvent pas de difficultés à obtenir un visa d'étudiant.

À Hong Kong, c'est le Centre d'éducation canadien (CEC) qui s'occupe de la prestation des services éducatifs. Le CEC participe activement à la recherche de débouchés et à la promotion des établissements d'enseignement canadiens. Un salon canadien a lieu chaque octobre. L'an passé, 65 établissements d'enseignement canadiens y ont pris part, et l'événement a attiré 5 000 visiteurs de la région.

Contraintes

Le ministère de l'Éducation a délégué aux écoles le pouvoir de prendre leurs propres décisions concernant l'achat de logiciels, ce qui a créé un secteur très tributaire du marché. Les entreprises canadiennes doivent établir et maintenir une forte présence sur place pour vendre leurs produits de TI aux écoles et à d'autres acheteurs éventuels. La création de partenariats avec des sociétés de la région facilitera l'entrée sur le marché dans des régions spécifiques de la Chine.

Plan d'action

Les objectifs du Plan d'action consistent à former de huit à dix partenariats ou franchises de distribution entre le Canada et Hong Kong d'ici la fin de l'an 2000, c'est-à-dire :

- ◆ tenir les exportateurs canadiens au courant des dernières nouvelles ayant trait au marché et leur communiquer les informations commerciales les plus récentes;
- ◆ faire mieux connaître l'expertise du Canada en fournissant aux acteurs locaux des renseignements sur les produits canadiens;
- ◆ établir et maintenir des relations étroites de réseautage commercial avec les responsables

du secteur de l'éducation, les communautés et les principaux acteurs sur le marché;

- ◆ promouvoir la formation de coentreprises entre des sociétés de Hong Kong et du Canada afin de produire du matériel pédagogique multimédia diffusé sur Internet pour les élèves de la maternelle à la 12^e année et le marché de la formation des adultes.

Pour atteindre ces objectifs, nous prendrons les mesures suivantes :

- ◆ encourager les entreprises produisant des didacticiels multimédias, les hauts fonctionnaires du gouvernement et les éducateurs à assister à la Conférence mondiale sur le marché de l'éducation qui se tiendra à Vancouver en juin 2000;
- ◆ aider les sociétés canadiennes à trouver des partenaires ou des agents à Hong Kong pour « adapter » les produits et entreprendre des activités de commercialisation tant en Chine qu'à Hong Kong;
- ◆ préparer un profil du marché relatif à l'utilisation de TI dans l'enseignement à Hong Kong;
- ◆ créer un lien entre le réseau canadien Rescol et le SchoolNet de Hong Kong afin de faciliter le partage de l'information et de renseignements concernant les activités sur le thème des technologies de l'information et des communications.

Chine continentale

Bien que des débouchés commencent à apparaître en Chine continentale pour les services éducatifs et de formation, et ce, dans des domaines très spécifiques, les établissements d'enseignement canadiens devraient s'attendre à rencontrer des obstacles de taille lorsqu'ils cherchent à promouvoir leur institution, leurs programmes d'études et leurs services de formation auprès de la clientèle privée et des sociétés chinoises.

Les établissements d'enseignement canadiens peuvent explorer diverses voies d'accès au marché chinois. Celles qui offrent les meilleurs débouchés sont la formation en groupe et en entreprise (qui peut comprendre les cours d'anglais langue seconde, d'informatique ou de commerce international), la liaison ou le jumelage des établissements, les programmes de formation conjointe pour les étudiants sous contrat et la formation professionnelle de courte

durée. À cet égard, le Bureau d'information sur les études canadiennes (BIEC) à Beijing, qui s'occupe principalement des contrats pour la formation de groupe, offre également des renseignements commerciaux sur la Chine. En outre, le BIEC donne des informations pertinentes aux étudiants chinois qui désirent étudier au Canada et aux Canadiens qui désirent faire des études en Chine.

L'expansion rapide des nouvelles technologies des télécommunications en Chine ouvre également de plus en plus de débouchés pour le téléenseignement via Internet ou à l'aide de didacticiels.

Afin de soutenir les établissements d'enseignement et les sociétés produisant des didacticiels qui cherchent à commercialiser leurs services et leurs produits en Chine, les missions canadiennes prendront les mesures suivantes :

- ◆ surveiller les progrès de la réforme de l'enseignement en Chine, analyser les répercussions qu'ils peuvent avoir sur les établissements et les entreprises canadiennes oeuvrant dans le secteur, et se servir de ces renseignements pour réviser les stratégies commerciales existantes et en élaborer de nouvelles;
- ◆ encourager et faciliter la formation de partenariats intersectoriels entre des organismes canadiens et des organisations chinoises locales;
- ◆ définir les secteurs dans lesquels les efforts commerciaux du Canada peuvent être reliés aux besoins de la Chine en matière d'enseignement et de formation (notamment la santé,

l'environnement, l'agriculture, l'énergie et les télécommunications);

- ◆ découvrir les débouchés pour le téléapprentissage et les ventes de didacticiels.

Énergie électrique

Contexte commercial

Chine continentale

En Chine, le secteur de l'électricité s'est développé à une allure vertigineuse pendant les années 1980 et 1990, faisant du pays le deuxième producteur d'électricité au monde, après les États-Unis. La Chine a atteint un équilibre entre l'offre et la demande grâce au ralentissement de la croissance économique et à une baisse de l'activité des industries traditionnelles. Le pays s'efforcera avant tout d'accroître le rendement ainsi que d'étendre et d'améliorer ses réseaux de transport et de distribution. En outre, les considérations écologiques transparaissent davantage, ce qui s'est soldé par la fermeture de petites installations anciennes de production, une interdiction pour une durée indéterminée frappant les nouvelles petites (d'une capacité inférieure à 300 MW) centrales thermiques (à l'exclusion des centrales de cogénération), une interdiction temporaire (qui devrait durer jusqu'en 2001) touchant les centrales thermiques « classiques », et de nouvelles exigences relatives au perfectionnement des technologies. Certains analystes préviennent le public que la demande d'électricité s'accroît encore au rythme d'au

Production d'électricité par la Chine, 1995-1997
(en milliards de kWh et en %)

| Source | 1995 | | 1996 | | 1997 | |
|-----------------|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | kWh | % | kWh | % | kWh | % |
| Thermique | 756,06 | 79,3 % | 805,30 | 80,5 % | 925,22 | 81,6 % |
| Hydroélectrique | 184,93 | 19,4 % | 181,27 | 18,1 % | 194,57 | 17,2 % |
| Nucléaire | 12,38 | 1,3 % | 13,62 | 1,4 % | 14,42 | 1,3 % |
| Total | 953,37 | 100,0 % | 1 000,2 | 100,0 % | 1 134,2 | 100,0 % |

Source : The Economist Intelligence Unit Limited et la Société d'électricité d'État